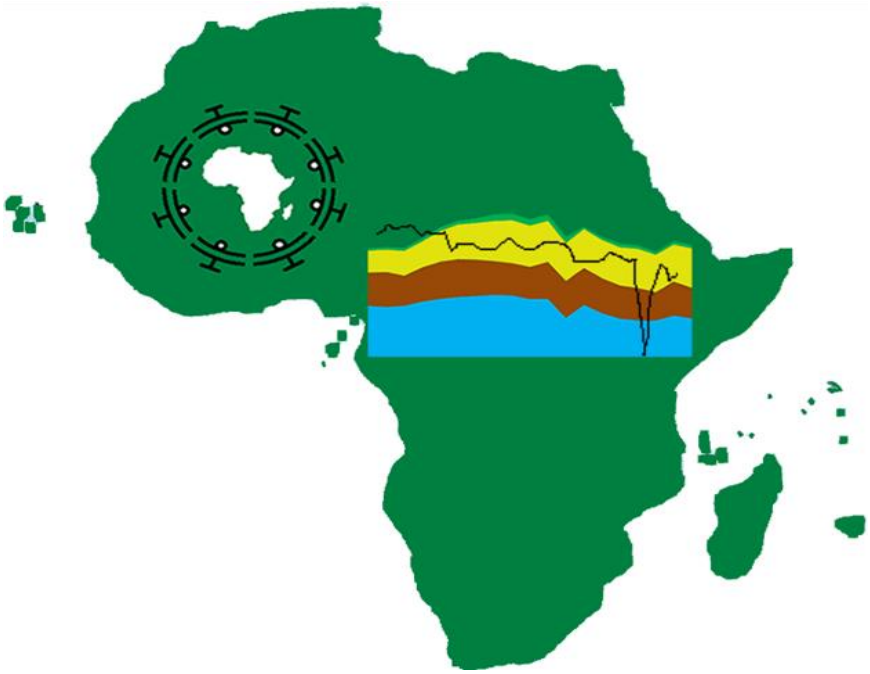
Union Africaine

AFRICAN UNION
African Energy Commission
Commission Africaine de l'Energie

L'impact du COVID-19 sur les marchés pétroliers

Rapport spécial de l'AFREC sur les implications pour les pays Africains



Mai 2020

Sommaire

Synthèse et recommandations	Page 3
Introduction	Page 4
Historique de la production, des échanges et de la demande pétrolière en Afrique	Page 4
Le COVID-19 et l'économie mondiale	Page 9
Le COVID-19 et l'industrie pétrolière mondiale	Page 10
Impact du COVID-19 sur le prix du pétrole	Page 11
Réponse des producteurs mondiaux de pétrole	Page 12
Implications pour les producteurs Africains	Page 12
Implications pour les importateurs Africains	Page 14
Répercussions financières sur les producteurs Africains	Page 15
Etudes de cas de pays sélectionnés	Page 18
Perspectives pour 2021 et au-delà	Page 21
Recommandations à examiner	Page 22
Contacts	Page 25
Références	Page 26

Tableaux

Tableau 1:	Parts de la production et de l'utilisation du pétrole, et part du secteur du transport dans la consommation totale du pétrole en 2018, au niveau des régions	Page 6
Tableau 2:	Réduction estimée de la production pétrolière Africaine en 2020 dans le cadre de l'accord de la DC du 12 avril 2020	Page 13
Tableau 3:	Chronologie des prix du pétrole (UD/baril)	Page 24
Tableau 4:	Variante de prix moyens de pétrole en 2020 utilisée pour l'analyse (USD/baril)	Page 24
Tableau 5:	Perte de valeur pétrolière estimée pour 2020 comparée à 2019, par pays et par prix (Million USD)	Page 24

Synthèse et recommandations

Le Coronavirus (COVID-19) apporte des changements sans précédent dans le monde. Son impact et la réponse nécessaire des gouvernements impliquent que les deux années à venir seront très difficiles en termes de développement économique et social dans tous les pays du monde. L'un des secteurs qui connaîtra des défis importants est le secteur pétrolier, à l'échelle mondiale et en Afrique.

Pour les pays Africains exportateurs de pétrole brut, la baisse attendue de la demande signifie que les exportations de pétrole brut en 2020 seront en baisse d'au moins 10% en moyenne par rapport aux dernières années. Les prix devraient également baisser. À 40 dollars le baril ou moins, la valeur des exportations de pétrole Africain pourrait tomber aux niveaux atteints il y a 20 ans. Ces prix réduits, associés à une production en baisse, pourraient voir les plus grands producteurs de pétrole Africains confrontés à une perte de valeur pétrolière de 20 milliards de dollars voire plus, en 2020. Pour les pays consommateurs, la faible utilisation par habitant du pétrole pour le transport dans de nombreux pays Africains signifie que tout gain provenant de la baisse des prix sera limité en raison de la faible demande et des limites très probables des capacités de stockage.

Cette nouvelle situation offre aux pays disposant d'un secteur pétrolier une nouvelle opportunité d'examiner:

- Comment les économies peuvent être diversifiées loin d'une dépendance au pétrole;
- Comment maximiser la valeur ajoutée locale de toute la chaîne pétrolière, notamment en explorant les avantages de:
    - l’investissement dans des installations de raffinage;
    - l’accroissement des échanges transfrontaliers entre les pays Africains et l’investissement dans des infrastructures pertinentes; et
    - la réduction de la demande de pétrole dans le secteur de l'électricité en développant les énergies renouvelables.

Tous les pays peuvent saisir cette occasion pour explorer les moyens d'améliorer l'efficacité de l'utilisation du pétrole; dans la mesure du possible, profiter de la baisse des prix pour voir si les subventions aux carburants peuvent être réduites ou supprimées et renforcer les systèmes nationaux d'information sur l'énergie pour soutenir la prise de décision et l'investissement au niveau national.

INTRODUCTION

Le COVID-19 a un impact dramatique sur tous les pays du monde. Cette pandémie engendre la perte tragique de nombreuses vies, affecte la façon dont beaucoup de gens vivent et travaillent et provoque des changements sociaux et économiques qui auront probablement des répercussions durant de nombreuses années à venir. Les mesures prises par les Etats pour faire face à la pandémie modifient tous les aspects de l'économie et de la vie. Ainsi, le secteur pétrolier est en passe de connaitre des changements spectaculaires.

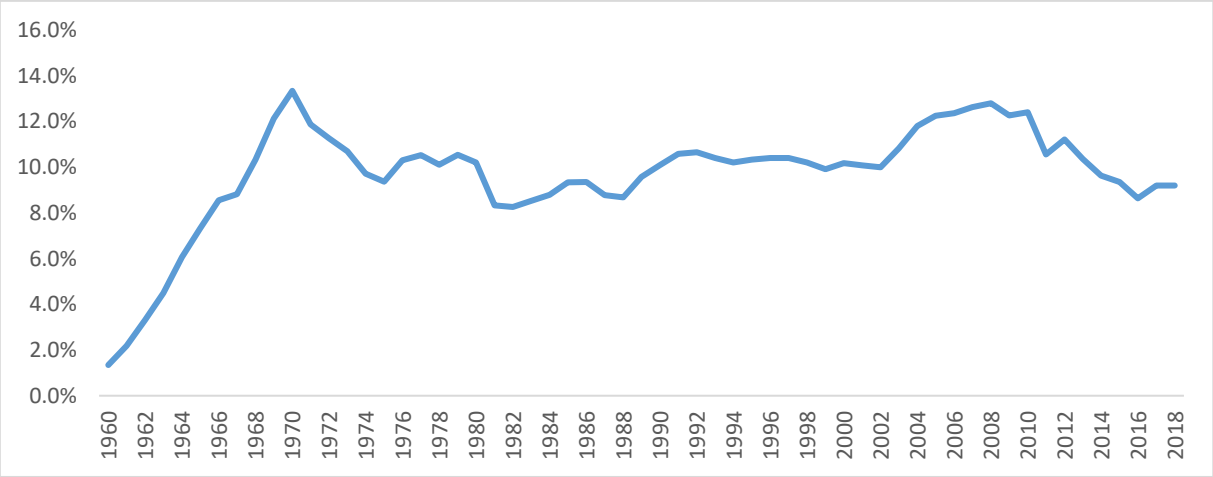
Ce rapport examine l'impact du Coronavirus sur la production, les revenus et la demande à travers l'Afrique, d'abord en examinant le secteur en Afrique, avant de passer en revue la situation économique mondiale et les réponses apportées dans le secteur pétrolier. Il examine ensuite l'impact sur l'Afrique dans son ensemble et sur des régions spécifiques et des pays pris en exemple. Le rapport conclut par quelques opportunités possibles ainsi que des défis à venir.

Le rapport utilise une analyse de haut niveau pour illustrer l'impact potentiel de ce qui pourrait se produire en termes de production et d'utilisation du pétrole en Afrique en 2020. Il ne fait pas de prévisions détaillées spécifiques de ce qui se passera dans les pays individuellement, et les actions et opportunités identifiées ne s'appliqueront pas à tous les pays; elles doivent être étudiées en détail au niveau des pays. Par ailleurs, le rapport vise à sensibiliser et à faciliter le bon choix d'action dans tous les pays, présentement et à long terme.

HISTORIQUE DE LA PRODUCTION, DES ECHANGES ET DE LA DEMANDE PETROLIERE EN AFRIQUE

L'Afrique produit du pétrole depuis plus de 70 ans et sa production demeure importante à l'échelle mondiale. Les pays Africains représentent actuellement environ 9% de la production mondiale totale de pétrole brut, contre une part de plus de 12% à la fin de la dernière décennie et un pic de plus de 13% à la fin des années 60. Le pétrole brut est produit dans 20 pays Africains à travers les cinq régions d'Afrique. Cependant, la production est concentrée dans cinq pays: l'Algérie, l'Angola, le Nigeria, l'Egypte et la Libye qui représentent à eux cinq plus de 80% de la production de pétrole en Afrique.

Graphique 1: Part de l'Afrique dans la production pétrolière mondiale



Source: OPEP

L'Afrique est un continent vaste et diversifié, comprenant 55 pays. La situation pétrolière varie donc selon les pays et les régions comme l'indique le tableau 1 ci-dessous. La plus grande part de la production de pétrole se trouve dans les régions du Centre, du Nord et de l'Ouest, tandis que les principales régions consommatrices sont le Nord, le Sud et l'Ouest. Les régions de l'Ouest et de l'Est, plus précisément, consomment près de deux fois plus que ce que les raffineries produisent et ont, par conséquent, les volumes d'importation de produits pétroliers les plus élevés en part de la demande de pétrole, à savoir, plus de 85%.

En Afrique, bien que 16 pays disposent de raffineries, la plus grande part du pétrole brut produit en Afrique (75%) est exportée et la majorité des produits pétroliers utilisés en Afrique est importée. En effet, l'Afrique est le seul continent dans le monde qui soit exportateur net de pétrole brut, mais importateur net de produits pétroliers.

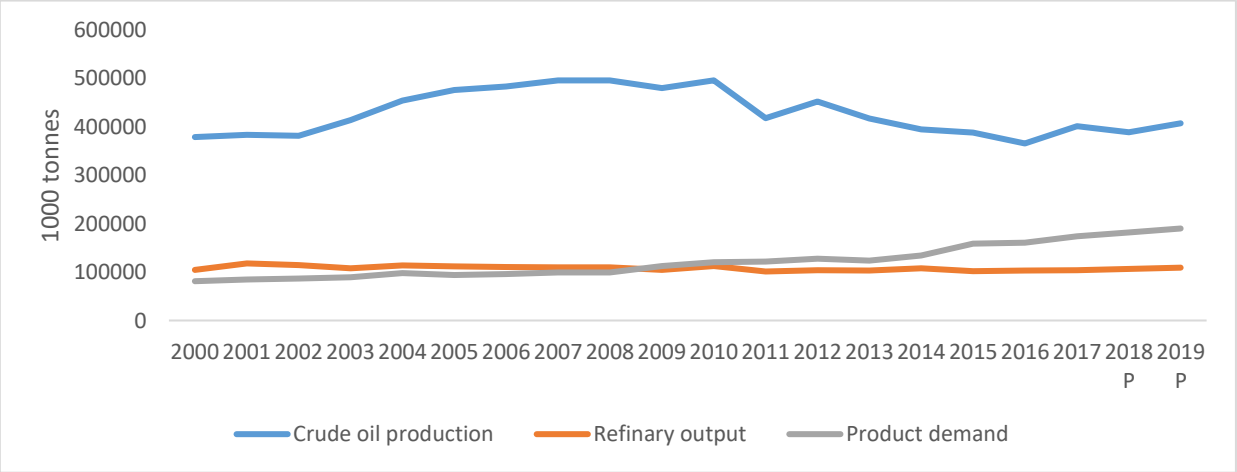
Tableau 1: Parts de la production et de l'utilisation du pétrole, et part du secteur du transport dans la consommation totale du pétrole en 2018, au niveau des régions

Région	Production pétrole brut	Produits des raffineries	Consommation finale des produits pétroliers	Consommation de pétrole dans l'industrie	Consommation de pétrole dans les transports	Part du transport dans la consommation pétrolière totale
Centre	35.4%	6.3%	4.6%	6.8%	4.7%	72%
Est	2.9%	4.9%	9.9%	14.1%	10.5%	74%
Nord	34.3%	57.6%	43.0%	42.9%	39.2%	64%
Sud	0.1%	22.2%	19.8%	19.1%	19.2%	68%
Ouest	27.3%	9.1%	22.6%	17.1%	25.7%	82%

Source: AFREC: Base de données énergétiques de l'Afrique

Trois pays illustrent l'importance du pétrole pour certains pays Africains. Le FMI a indiqué qu'en 2018, le secteur pétrolier représentait plus de 50% du produit intérieur brut (PIB) de la Guinée équatoriale, 80% des recettes publiques et plus de 94% des exportations. Les exportations de pétrole brut, 3,2 milliards de dollars, représentant à elles seules 65% des exportations. En République du Congo, les données du gouvernement montrent que l'industrie pétrolière représentait environ 60% du budget de l'État, alors qu'en Algérie, qui est également un important producteur de gaz, Algeria.com a indiqué que 95% des exportations, 52% des recettes budgétaires et 25% du PIB proviennent des hydrocarbures.

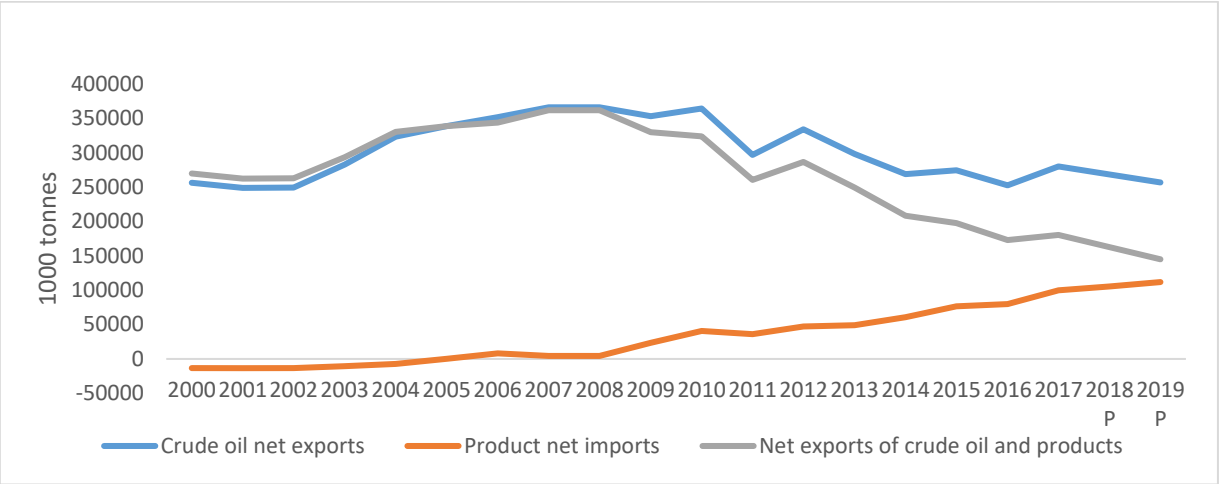
Graphique 2: Production et demande en pétrole en Afrique



Source: AFREC: Base de données énergétiques de l'Afrique

La production de pétrole à travers l'Afrique a atteint un sommet en 2010, avec un peu moins de 500 millions de tonnes produites. Cependant, au cours des dix dernières années, la production est tombée à environ 400 millions de tonnes en 2019. Au cours de cette période, la demande de produits pétroliers a considérablement augmenté, en hausse de 60% au cours des 10 dernières années. Par conséquent, la production des raffineries restant constante à environ 100 millions de tonnes, les pays Africains augmentent leurs importations de produits pétroliers comme le montre le graphique 3.

Graphique 3: Volume des échanges Africains en pétrole et produits pétroliers

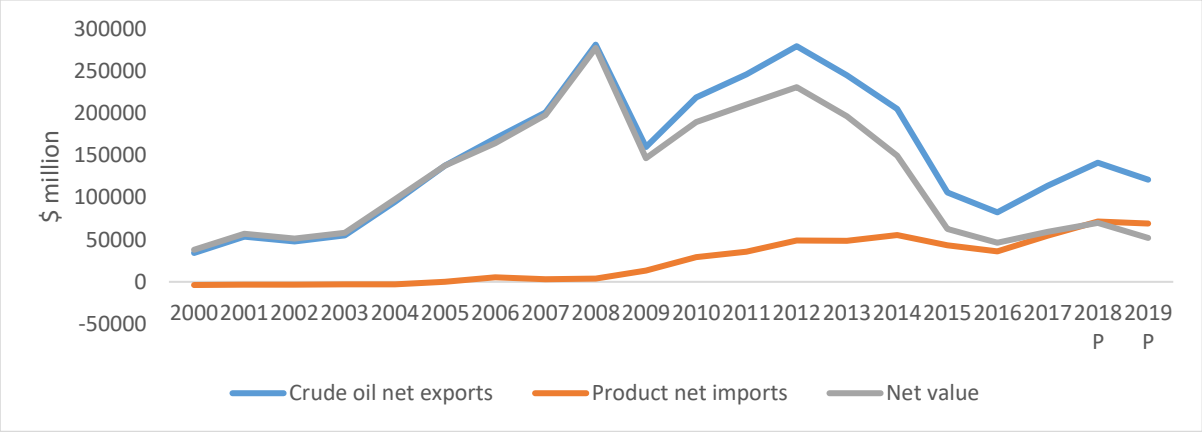


Source: AFREC: Base de données énergétiques de l'Afrique

Le graphique 4 montre les recettes estimées des ventes à l'exportation, le coût des importations et la valeur nette (c'est-à-dire les recettes d'exportation nettes - les coûts d'importation nets) des échanges pétroliers et fournit ainsi une évaluation de la valeur du commerce du pétrole pour les pays Africains. Il s'agit d'une approximation calculée en appliquant les prix moyens annuels (comme indiqué à la page 22) aux volumes d'échanges.

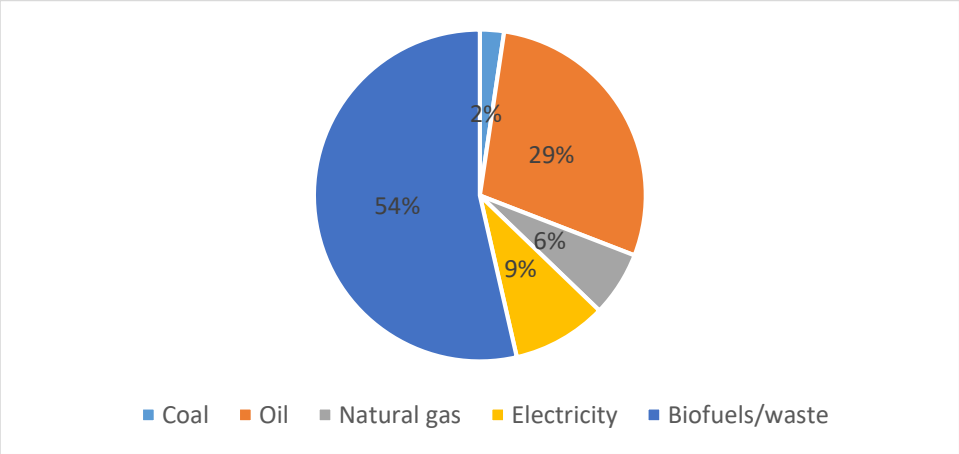
La valeur nette calculée a culminé à un peu plus de 275 milliards de dollars en 2008, avant de chuter à mesure que la production de brut (ainsi que les exportations) diminuait, avant de remonter à environ 230 milliards de dollars avec la hausse des prix du pétrole en 2012. Par la suite, la production de pétrole s'est stabilisée à un taux inférieur et depuis 2018, les prix ont chuté; ce qui, ajouté à une demande accrue de produits importés, a fait chuter la valeur nette à un peu plus de 50 milliards de dollars en 2019.

Graphique 4: Valeur des échanges pétroliers Africains



La situation énergétique de l'Afrique diffère des autres continents en raison de sa très forte utilisation de biocarburants, principalement la biomasse (charbon de bois et bois de chauffage), qui représente plus de 50% de la consommation finale d'énergie en Afrique (graphique 5). En conséquence, les autres combustibles contribuent beaucoup moins à la consommation finale d'énergie en Afrique que dans le monde. Par exemple, le pétrole représente 29% de l'énergie finale consommée en Afrique, contre 41% dans le monde, selon les chiffres de l'Agence International de l'Energie (AIE).

Graphique 5: Consommation énergétique finale, Afrique, 2017

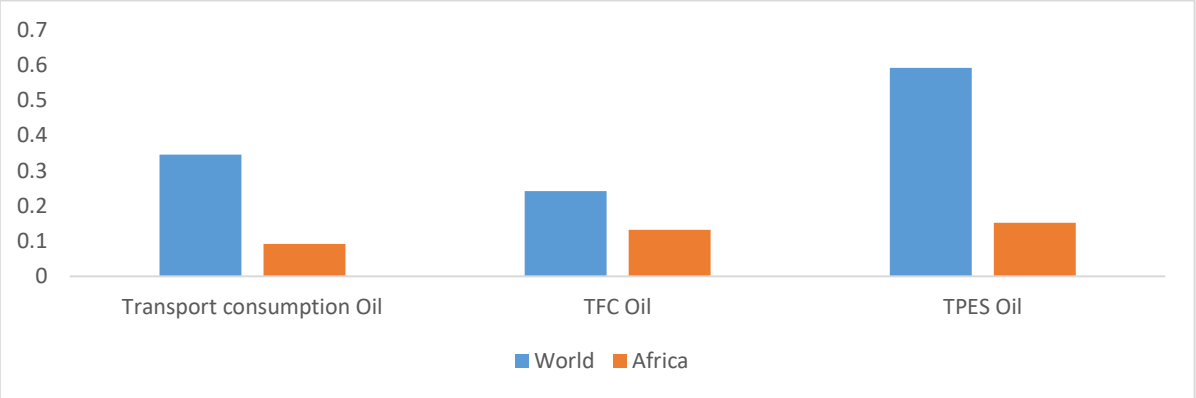


Source: AFREC: Bilan Energétique Africaine

Un peu moins de 17% de la population mondiale vit en Afrique. Cependant, l'Afrique représente environ 9% de la consommation mondiale finale de pétrole, 4% de l'utilisation mondiale de pétrole pour les transports et 3% de l'utilisation industrielle du pétrole. Cela se reflète dans le graphique 6, qui montre que la consommation de pétrole par habitant en Afrique représente environ la moitié du niveau mondial et environ un quart pour les

transports. Cependant, l'Afrique a une part plus élevée que celle observée à l'échelle mondiale dans l'utilisation des produits pétroliers pour la production d'électricité, qui est proche de 9% en Afrique, contre environ 3% dans le monde.

Graphique 6: Consommation par habitant (tep/personne) 2017



Source: AFREC: Bilan Energétique Africain, AIE Key World Energy Statistics

LE COVID-19 ET L'ECONOMIE MONDIALE

Pour contribuer à sauver des vies et à réduire la pression sur les services de santé, de nombreux gouvernements à travers le monde ont pris des mesures sans précédent pour restreindre la circulation des personnes. Les mesures prises comprennent la fermeture de magasins, de restaurants, de cinémas, l'arrêt des activités sportives, l'encouragement à travailler à domicile lorsque cela est possible et l'arrêt temporaire de nombreuses industries. Ces mesures, bien que nécessaires, ont eu un impact significatif sur l'économie aux niveaux national et mondial.

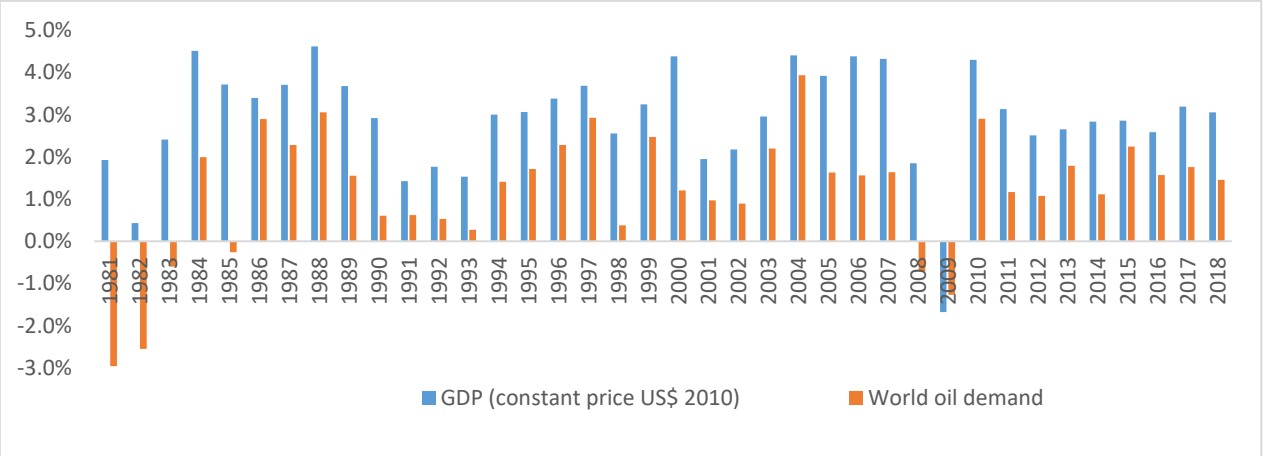
Le FMI a indiqué que le PIB mondial pourrait chuter de 3% en 2020, contre une estimation 2% de croissance environ, avant le déclenchement de la pandémie. Des preuves de l'impact sur l'économie commencent à voir le jour à mesure que les pays fournissent des estimations du PIB au premier trimestre 2020. Les États-Unis, la plus grande économie du monde, ont chuté à un taux annuel de 4,8% au premier trimestre 2020, selon les chiffres officiels du US Bureau of Economic Analysis, dans un pays qui n'a entamé les restrictions que vers la fin de cette période. La France, où les restrictions sont en place depuis la mi-mars, a enregistré une baisse de 5,6% au premier trimestre 2020 et en Chine, où des restrictions étaient en place pendant une grande partie du premier trimestre 2020, l'économie a reculé de 6,8% au cours de cette période.

Le secteur des transports a été particulièrement touché par les mesures prises, avec plus de 100 pays appliquant une forme ou une autre de restrictions aux voyages. Les données de Flightradar24 indiquent qu'à l'échelle mondiale, environ 75 000 vols commerciaux de moins volaient quotidiennement en avril, soit environ 75% de moins que le niveau normal. Les voyages à l'intérieur des pays sont également fortement réduits. Actuellement, les données disponibles ne suffisent pas pour en évaluer l'impact, mais le gouvernement britannique a publié des données montrant que le nombre de voyages en voiture a diminué d'environ 60% en avril, mais était parfois de 70% inférieur à la normale, et que l'utilisation du train et du métro au Royaume-Uni était également en baisse en Avril de plus de 95%.

LE COVID-19 ET L'INDUSTRIE PETROLIERE MONDIALE

La demande de pétrole est étroitement liée à la croissance économique, comme l'illustre le graphique 7 ci-dessous. À mesure que l'économie se contracte, la demande de pétrole baisse, comme on l'a vu au début des années 80 et 90, et de manière plus significative au cours de la crise financière de 2007 à 2009. Par conséquent, comme les mesures visant à lutter contre la pandémie du COVID-19 créent un ralentissement économique, la demande de pétrole diminuera, mais compte tenu des mesures supplémentaires prises pour réduire toute utilisation des transports, la baisse de la demande de pétrole qui se produira au cours de l'année prochaine ou même après sera encore plus importante.

Graphique 7: Pourcentage annuel des variations de la demande pétrolière mondiale et PIB en prix constants



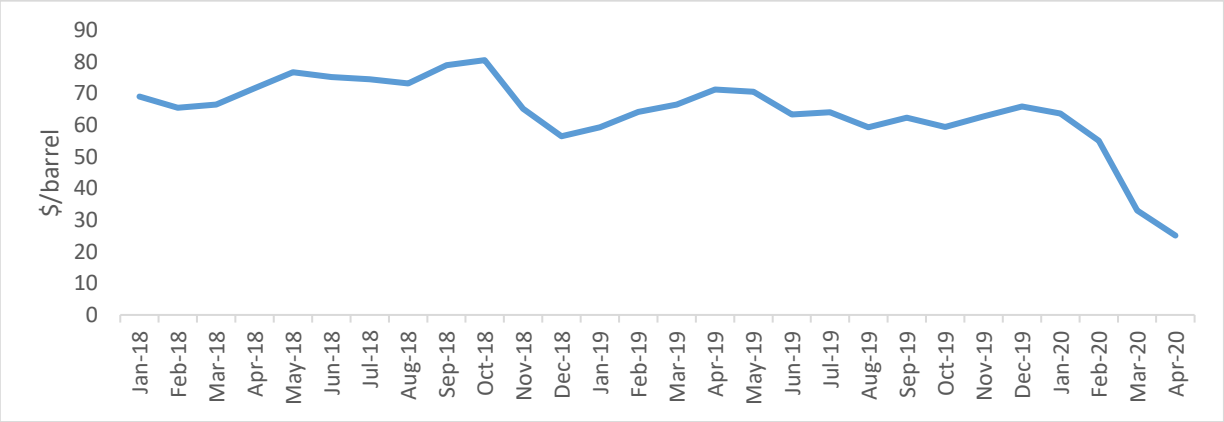
Source OPEP, la Banque Mondiale

La baisse de la demande de pétrole a été estimée par l'AIE à 9,3 Mb/j dans son rapport d'avril sur le marché pétrolier et à 6,9 Mb/j par l'OPEP dans son rapport mensuel d'avril sur le marché pétrolier (MOMR). La chute réelle ne sera connue que lorsque les statistiques officielles seront disponibles en 2021. Ce qui est clair c'est que cette baisse de la demande mondiale de pétrole, qui d'après ces estimations pourrait tourner autour de 10%, sera la plus grande baisse jamais vécue et sera plus importante que la réduction totale de la demande observée tout au long de la crise financière de 2007-2009. Pour les pays Africains exportateurs de pétrole brut, une baisse de 10% de la demande mondiale signifie que leurs exportations de pétrole brut diminueront d'environ 10% en moyenne en 2020, d'autant plus que la majorité des exportations de pétrole brut sont destinées à des marchés hors d'Afrique et donc la baisse de la demande sera la plus importante.

IMPACT DU COVID-19 SUR LES PRIX DU PETROLE

Les prix du pétrole (le prix du Brent est utilisé ici) étaient en moyenne d'environ 64 USD/baril en 2019, en baisse d'un peu plus de 6 dollars par rapport aux niveaux de 2018. En 2020, les prix ont commencé à baisser dés le début lorsque la coopération entre l'Arabie saoudite et la Russie sur les niveaux de production a cessé, mais ont ensuite chuté de façon spectaculaire lorsque le plein impact du ralentissement économique et de la baisse de la demande de pétrole est devenu évident. Les prix moyens sont tombés à 30 USD en mars et à 25 USD en avril. Les perspectives pour le reste de l'année et au-delà sont très incertaines et dépendent en grande partie de l'évolution de la pandémie et des possibilités pour les économies de redémarrer, mais également des mesures, décrites ci-dessous, que les producteurs de pétrole peuvent prendre. Cependant, un prix moyen du pétrole pour 2020 de 40 USD ou même moins est tout à fait possible.

Graphique 8: Prix du Brent



Source: la Banque mondiale

REPONSE DES PRODUCTEURS DE PETROLE AU NIVEAU MONDIAL

Afin de réduire le déséquilibre actuel du marché mondial du pétrole, l'OPEP et les pays non membres de l'OPEP participant à la Déclaration de Coopération “DC” (parfois appelée OPEP +)[1] ont organisé deux réunions ministérielles extraordinaires, les 9 et 12 avril 2020. Au cours de ces réunions, les pays présents se sont engagés à oeuvrer pour un marché pétrolier stable et ont convenu de réduire leur production globale de pétrole brut de 9,7 mb/j à partir du 1er mai 2020, pour une période initiale de deux mois. Par la suite, ils ont convenu qu'il y aurait un ajustement à la baisse de 7,7 mb/j jusqu'à la fin de l'année et de 5,8 mb/j jusqu'au 30 avril 2022. Pour replacer cet accord dans son contexte, il est à relever que la précédente réduction qui avait été convenue lors d'une réunion tenue le 6 décembre 2019 était de 1,7 mb/j.

LES IMPLICATIONS POUR LES PRODUCTEURS DE PETROLE AFRICAINS

Les réductions convenues par la DC concernent la production de huit producteurs de pétrole Africains: l'Algérie, l'Angola, la République du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Nigeria, membres de l'OPEP, ainsi que le Soudan et le Soudan du Sud. La Libye, bien que membre de l'OPEP, continuerait d'être dispensée de cette mesure de réduction car elle est en phase de reconstruction de ses capacités pétrolières.

Une évaluation complète des ajustements de la production pour les différents pays n'est pas encore disponible. Par conséquent, pour ce rapport, la réduction de la production est estimée, sur la base des actions convenues pour atteindre la précédente réduction de 1,7 mb/j et est présentée dans le tableau 2 ci-dessous.

[1] La participation africaine était constituée des membres de l’OPEP ainsi que du Soudan et du Soudan du Sud. De plus amples informations sur la DC sont disponibles sur www.opec.org/opec_web/en/publications/4580.htm

Tableau 2: Réduction estimée de la production pétrolière Africaine en 2020 dans le cadre de l'accord de la DC du 12 avril 2020

Pays	Production de référence (000, b/j)	Réduction promise sur les 1.7 mb/j (000 b/d)	Réduction additionnelle estimée pour respecter les accords de 2020. Mai à décembre (000 b/j)	Réduction totale estimée pour 2020 (000 b/j)
Algérie	1057	-44	-215	-158
Angola	1528	-47	-229	-168
Congo	325	-14	-68	-50
Guinée Equatoriale	127	-5	-24	-18
Gabon	187	-8	-39	-29
Nigeria	1827	-74	-361	-265
Soudan du sud	132	-3	-15	-11
Soudan	74	-4	-20	-14
Total OPEP Afrique	**5051**	**-192**	**-936**	**-688**
Total OPEP + Afrique	**5257**	**-199**	**-970**	**-713**
Total OPEP	26314	-1168	-5694	-4185
Total OPEP+	43062	-1682	-8200	-6027

Sur la base de ces estimations, la production des pays Africains faisant partie de l'accord de la DC baissera de 13,6%[2] en 2020. Sur l'ensemble de l'année 2020, les réductions équivalent à une baisse de production d'un peu plus de 260 millions de barils de pétrole ou environ 35 millions tonnes, soit près de 9% de toute la production pétrolière de l'Afrique en 2018.

[2] Les pourcentages calculés des réductions par pays ont été appliqués aux données de production pétrolière figurant dans la base de données énergétique de l'AFREC et prenant comme base l'année 2018.

Les pays Africains participant à la DC représentent environ 80% de la production totale de pétrole en Afrique. Pour les autres, il est moins évident de savoir quelles mesures ils prendront. La demande sera plus faible, de 10% environ, et les pays qui en ont la possibilité peuvent chercher à réduire leur production pour préserver la valeur du pétrole. En outre, dans certains pays, il pourrait y avoir des problèmes de production si les travailleurs ne peuvent pas se rendre sur les sites ou si les approvisionnements font défaut, ce qui pourrait également affecter les principaux pays producteurs.

Les données de la base de données énergétiques Africaines de l'AFREC indiquent une croissance provisoire pour tous les pays de 2018 à 2019. Compte tenu de la situation mondiale, toute croissance en 2020 serait extrêmement improbable, voire impossible, et un retour aux niveaux de production observés en 2018 est plus probable. C'est l'hypothèse retenue ici pour les producteurs Africains qui ne font pas partie de la DC, ce qui, avec les mesures prises par les pays de la DC, est cohérent avec la baisse supposée de 10% des exportations.

LES IMPLICATIONS POUR LES PAYS AFRICAINS IMPORTATEURS DE PRODUITS PETROLIERS

La base de données de l'AFREC montre qu'en 2019, tous les pays Africains, à l'exception de l'Algérie, la Côte d'Ivoire, le Congo et le Niger, étaient importateurs nets de produits pétroliers. Comme les prix des produits pétroliers baissent avec la chute du prix du brut, les importateurs gagneront légèrement. Cependant, si la production mondiale des raffineries devait baisser, par exemple si les travaux de maintenance sont effectués au moment où les prix sont bas ou si les prix bas entraînent une fermeture plus tôt que prévu, la baisse des prix des produits pourraient bien s'avérer négligeable.

La possibilité pour les pays de profiter de la baisse des prix dépendra du niveau de la demande de pétrole dans le pays et de la manière dont cette demande est affectée par les mesures visant à réduire l'impact de COVID-19 et de la capacité du pays à stocker les produits qui, pour la plupart des pays, est limitée.

Étant donné la faible utilisation de pétrole dans la consommation finale de la plupart des pays Africains, la demande pourrait ne pas chuter de 10% tel que prévu à l'échelle mondiale en raison de COVID-19, car il y a peut-être moins d'utilisation non essentielle

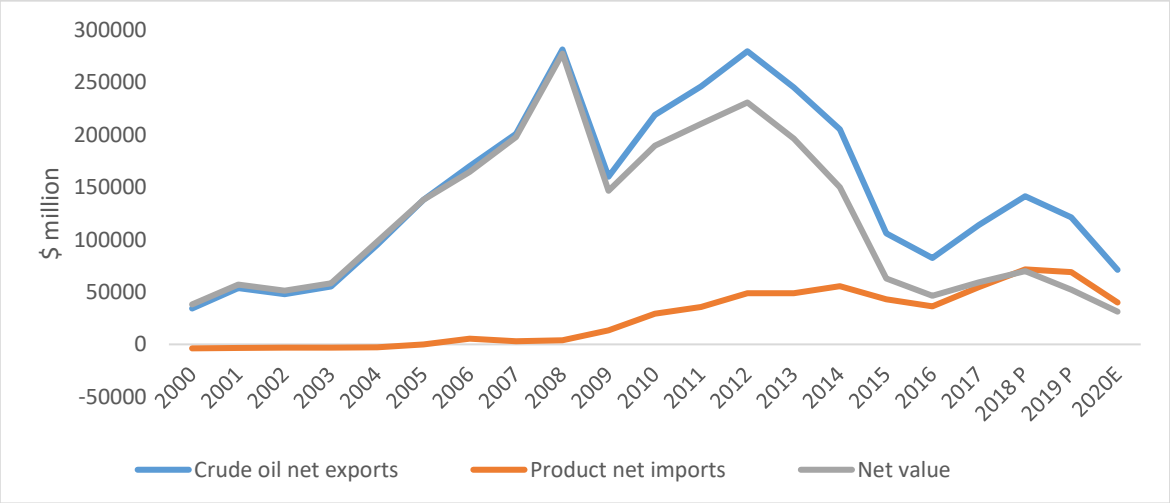
du pétrole (par exemple, le transport pour les loisirs). Ce point se reflète dans le MOMR d'avril de l'OPEP qui prévoit une baisse de 3% de la demande en Afrique en 2020, chiffre utilisé dans ce rapport pour la baisse de la demande de produits pétroliers et donc des importations pour 2020.

LES REPERCUSSIONS FINANCIERES POUR LES PRODUCTEURS DE PETROLE AFRICAINS EN 2020

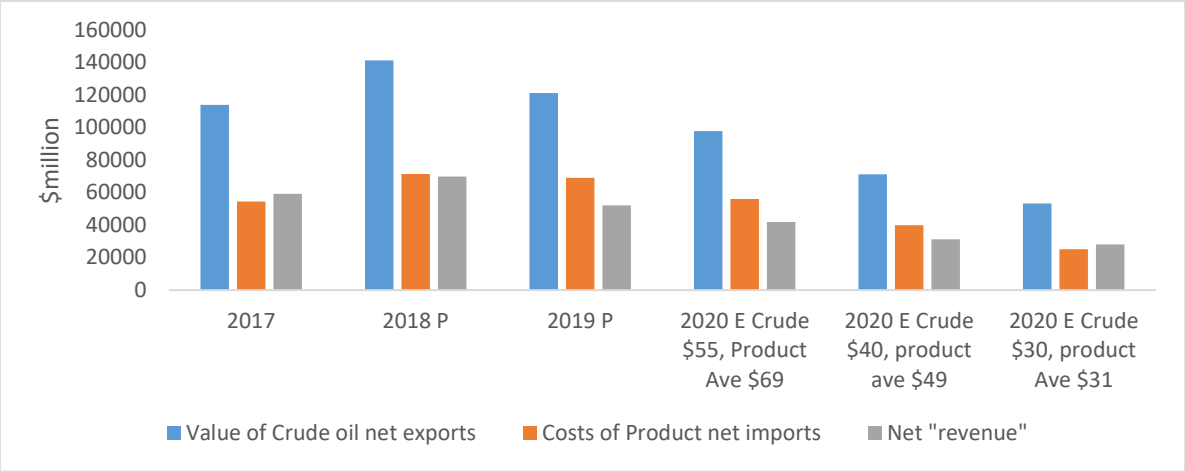
L'évaluation des répercussions financières possibles de la baisse de la demande et de la production nécessite un prix du pétrole pour 2020. Le prix moyen pour 2020 étant inconnu, ce rapport utilise trois prix annuels moyens par baril pour 2020: 55 USD, 40 USD et 30 USD. Ces prix ne sont pas des prédictions de ce que sera le prix moyen, mais visent à produire un ensemble de scénarios pour aider les décideurs.

Prenant une moyenne 40 USD/baril de pétrole brut et un prix moyen des produits connexes de 49 USD/baril (voir page 22) le graphique 9 ci-dessous étend les données présentées dans le graphique 4 jusqu'en 2020 en appliquant une estimation de prix de 40 USD/baril aux chiffres calculés des exportations et des importations comme décrit ci-dessus. Le graphique 10 montre ensuite certaines variations possibles en utilisant 55, 40 et 30 USD/baril pour le prix moyen du pétrole brut en 2020 et les prix associés des produits pétroliers. À 40 USD/baril, la valeur nette des exportations des pays Africains s'élèverait à environ 31 milliards de dollars, ce qui serait sa valeur la plus basse des 20 dernières années. Ce niveau serait de moitié inférieur au niveau observé en 2018, et représenterait un peu plus d'un dixième de la valeur maximale observée en 2008.

Graphique 9: Valeur des échanges pétroliers Africains, y compris les estimations pour 2020

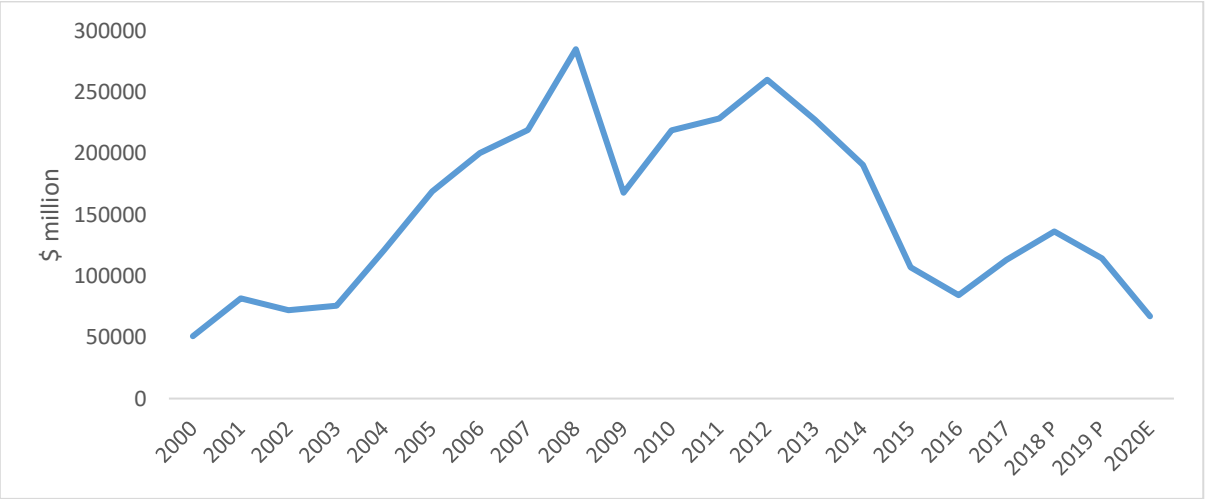


Graphique10: Valeur des échanges pétroliers Africains, 2017 à 2020, avec 3 scenarios sur les prix du pétrole en 2020



L'analyse ci-dessus est faite en termes courants, mais la situation devient peut-être plus sombre en termes réels, comme le montre le graphique 11 pour les valeurs d'exportation. À 40 USD/baril, la valeur réelle des exportations de pétrole brut Africain en 2020 est estimée, en prix constants de 2010, à environ 67 milliards de dollars, soit 40% de moins qu'en 2019, près de 60% de moins que la moyenne des 20 dernières années et un quart du pic atteint en 2008.

Graphique11: Recettes nettes d'exportation du brut aux prix constant de 2010 selon un scenario de 40 USD en 2020



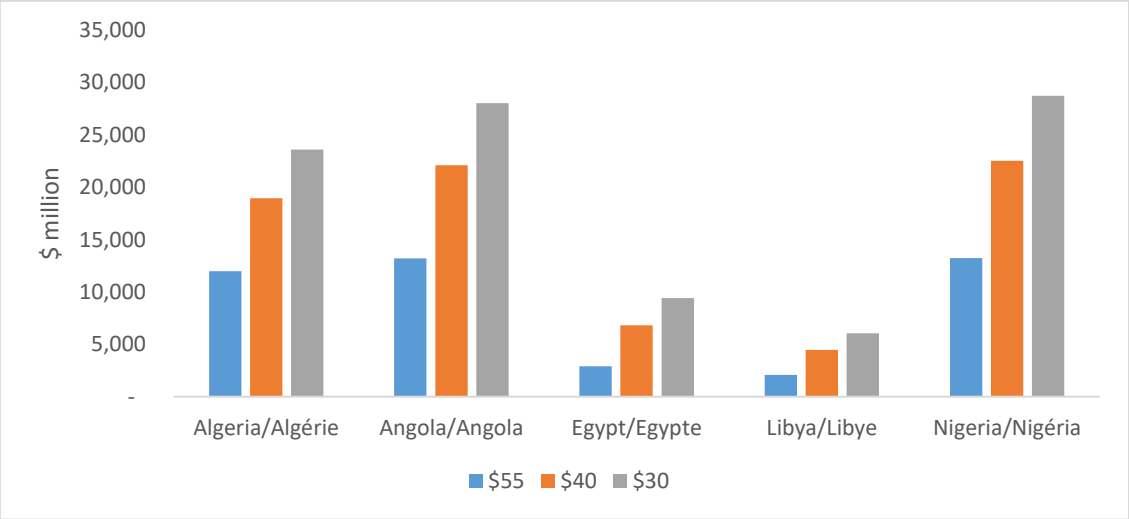
Tous les producteurs de pétrole Africains verront une baisse significative de leurs revenus en 2020. Ceci est illustré dans le graphique 12 qui montre la perte estimée de la valeur du pétrole par pays calculée comme la valeur du pétrole produit en 2019 moins la valeur produite en 2020 pour différents prix moyens annuels du pétrole en 2020.

Le graphique est présenté en deux parties pour refléter la taille de la production. Les données par pays sont présentées dans le tableau 5 en page 27.

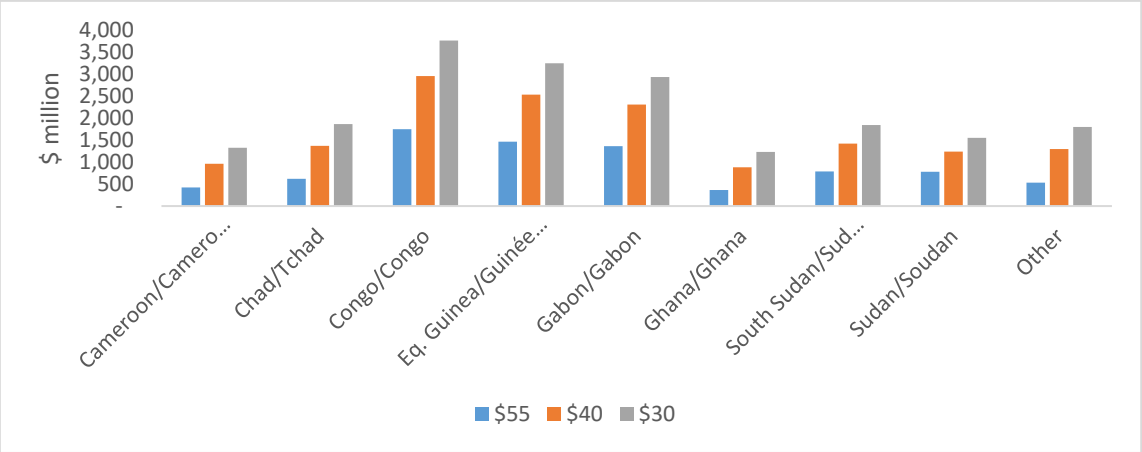
Il est évident qu'il ne s'agit pas de perte directe pour le pays puisque les revenus perçus par les pays dépendront des exportations réelles, du cadre fiscal et opérationnel dans chaque pays, des entreprises nationales et internationales opérant dans le pays et de la variation des coûts de production, entre autres variables. De même, cette analyse utilise des prix moyens plutôt que des prix spécifiques qui peuvent être utilisés dans une analyse par pays. Cependant, elle vise à fournir une estimation des revenus qui ne seront pas générés par les exportations ou qui seront disponibles pour les gouvernements par un paiement direct, des taxes ou des redevances.

Si les prix du pétrole atteignent 40 USD/ baril ou moins, cette évaluation indique que l'Algérie, l'Angola et le Nigeria pourraient chacun faire face à une perte de valeur pétrolière de 20 milliards de dollars ou plus en 2020. De ce montant, les pertes en recettes d'exportation seraient d'environ 3 milliards de dollars. Pour le reste, cela dépendra des lois, règlements et taxes de chaque pays.

Graphique 12a: Perte estimée de la valeur pétrolière en 2020 comparée à 2019, pour les plus grands producteurs



Graphique 12b: Perte estimée de la valeur pétrolière en 2020 comparée à 2019, pour d'autres producteurs de pétrole



Il existe peu d'estimations de l'impact financier par pays. Néanmoins, le Centre Africain pour la politique énergétique (ACEP) a prédit une baisse significative de 824 millions de dollars des revenus prévus par le gouvernement du Ghana pour l'année 2020, avec un prix de 40 dollars contre un prix prévu de 63 dollars. Cette estimation est proche de celle fournie dans ce rapport.

ETUDES DE CAS DE PAYS SELECTIONNES

Pays dont l'économie est principalement basée sur le pétrole – Guinée équatoriale

Sur la base de l'analyse ci-dessus, les pays producteurs de pétrole subiront une perte de revenus importante en 2020, qui se fera davantage sentir dans les pays où le pétrole constitue une partie importante de l'économie et en particulier ceux qui dépendent entièrement de la production et des exportations de pétrole brut. Un exemple de pays pour laquelle l'année 2020 et au-delà sera une période très difficile est la Guinée équatoriale.

La Guinée équatoriale est le plus grand producteur de pétrole en Afrique qui ne dispose pas de raffineries et dépend donc de la production et des exportations de brut pour tous ses revenus pétroliers. Comme indiqué à la page 5, l'industrie pétrolière représente au moins environ la moitié du produit intérieur brut (PIB) et la majorité des exportations. La BAD a indiqué que le PIB réel aurait diminué de 4,1% en 2019 après une baisse de 6,1% en 2018 en raison de la baisse de l'activité et des prix dans le secteur pétrolier. En conséquence, une valeur potentielle des pertes pouvant atteindre 2,5 milliards de dollars (voir tableau 5, page 27), reflétant une production et des prix plus bas, aura un impact

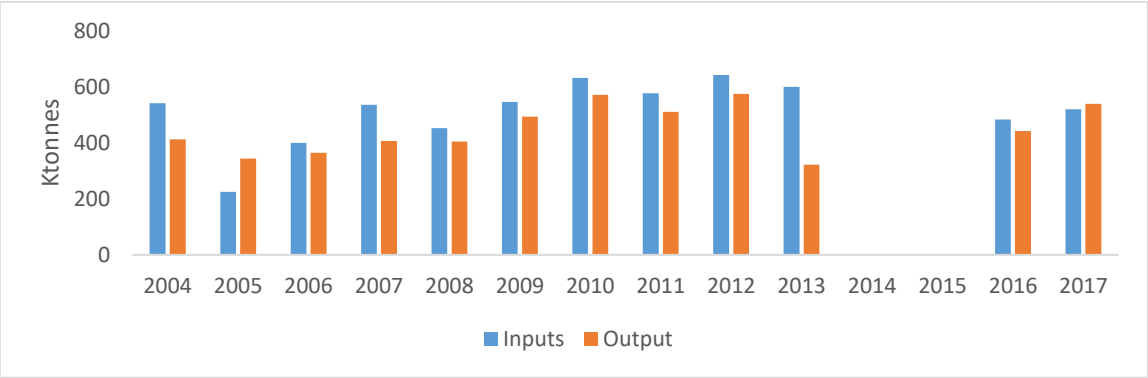
très important et pourrait voir le PIB revenir (en termes réels) à des niveaux d'il y a 15 ans. Il est peu probable que ce montant soit directement perdu, mais, en supposant que les exportations de la Guinée équatoriale ne se réduisent pas davantage que la baisse mondiale attendue de 10%, cela entraînerait une perte directe d'environ 300 millions de dollars de recettes d'exportation. À court terme, les possibilités d'éviter un grave déclin économique en 2020 seront limitées. Cependant, dans la mesure du possible, les pays comme la Guinée équatoriale, dont les économies reposent principalement sur le pétrole, devraient continuer à chercher des moyens de diversifier leur économie.

Pays ayant une économie mixte ; pétrole et produits de transformation – la Zambie

Peu de pays auront de réelles possibilités de réduire l'impact du ralentissement économique, mais peut-être ceux qui ne sont pas d'importants producteurs de pétrole et donc des exportateurs mais qui ont une capacité de raffinage pourraient-ils plus ou moins réussir. Le Sénégal en est un exemple et la Zambie un autre.

La Zambie importe du pétrole brut pour transformation à la raffinerie d'Indeni qui fournit du carburant pour la demande locale. Une petite quantité de produits est également exportée. Le graphique 13 indique qu'il est possible, si cela est économiquement viable, d'augmenter de façon limitée (aux niveaux utilisés en 2010 et 2012) le débit de la raffinerie du pays. Si cela est viable, la capacité d'acheter du pétrole brut à bas prix augmenterait et permettrait de créer des produits à usage interne (réduisant ainsi les besoins en importation) ou peut-être même d'exporter, quoique moins probable, créant ainsi une petite valeur supplémentaire pour le pays. Pour les pays qui le peuvent, maximiser le fonctionnement de leurs propres raffineries pour conserver une plus grande valeur ajoutée dans le pays pourrait engendrer un petit avantage.

Graphique 13: Opérations de raffinage dans la raffinerie d'Indeni, Zambie



Source: Compendium of Environmental Statistics, Zambia Statistical Agency and Zambia Energy Regulatory Board

La nécessité d'améliorer les capacités nationales de raffinage est reflétée dans les politiques des principaux exportateurs de pétrole, comme le Nigeria, où les produits importés constituent la plus grande part de la consommation locale. Le gouvernement fédéral du Nigeria a lancé des initiatives pour soutenir la création de mini-raffineries privées (modulaires). L'une des initiatives appelée «Big Win 4» et faisant partie de l'Initiative «7 Big Wins» (2015 - 2019), s'articule autour de l'augmentation de la capacité nationale de raffinage et la réhabilitation des raffineries existantes. En outre, la politique nationale du gaz qui a été approuvée par le Conseil exécutif fédéral en juin 2017, ajoutée à la politique nationale du pétrole du 19 juillet 2017, vise à créer un cadre pour la création d'un solide pôle de raffinage au Nigeria.

Pays ayant une économie non-pétrolière – Les petits Etats insulaires Africains

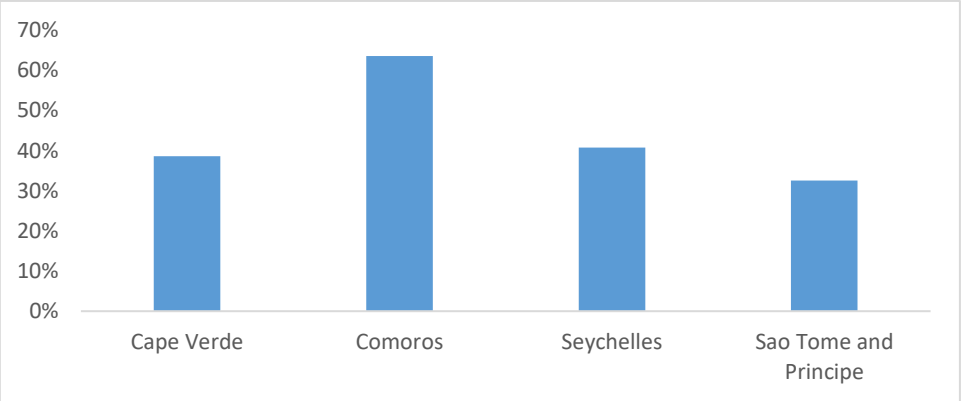
La majorité des pays Africains (35) n'a pas d'industrie pétrolière et importe des produits pour la consommation finale. Comme indiqué dans le graphique 6, la consommation de pétrole par habitant utilisée pour le transport est faible dans de nombreux pays Africains. Il en résulte que tout gain généré par un prix bas du pétrole sera limité par une faible demande et très probablement des capacités de stockage inadéquates.

Pour une vingtaine de pays, la production d'électricité au fioul est la principale source d'énergie ou la plus grande (et la seule) source de combustibles fossiles utilisés pour la production d'électricité (la principale exception est en Afrique australe, où le charbon est le principal combustible fossile). Ces pays verront une réduction du coût du carburant importé, mais pour certains, la baisse des prix pourrait être négligeable en raison des coûts de transport supplémentaires et des marges associées. A titre d'exemple, les petits États insulaires d'Afrique, pourraient ne pas bénéficier autant de la baisse des prix plus bas qu'ailleurs en raison des couts d'expédition et de distribution.

Les États insulaires, dont les économies reposent sur le tourisme, seront confrontés à une période très difficile en 2020. Aux Seychelles, par exemple, plus de la moitié du PIB et un quart des emplois sont liés au tourisme. Cependant, ils disposent également de ressources renouvelables abondantes qui pourraient être développées, dans le cadre de la transition énergétique du pays, pour réduire la dépendance au pétrole. Explorer cette possibilité actuellement alors que les prix du pétrole sont bas, peut sembler contre-intuitif, mais sur la base d'un prix moyen du pétrole de la dernière décennie d'environ 80

USD/baril, la situation pourrait être différente. Par conséquent, si les revenus économisés grâce à des achats de pétrole à des prix inférieurs peuvent être utilisés pour explorer d'autres sources de carburant pour la production, cela pourrait aider les îles ou les pays Africains, qui dépendent de la production au fioul, à mieux faire face aux défis à venir, quand à un moment donné les prix du pétrole remonteront. De même, il conviendrait également de réfléchir au problème du rendement de la production. En effet, jusqu'à 60% de l'énergie du pétrole importé est actuellement "perdue" à cause du rendement des centrales électriques, comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 14: Rendement de la production électrique au fioul. Etats insulaires Africains sélectionnés



Source: AFREC, Bilan énergétique Africain

PERSPECTIVES POUR 2021 ET AU-DELA

Les prévisions concernant le secteur pétrolier dans les pays Africains au-delà de 2020 se heurtent a beaucoup d'incertitudes. L'évolution de la pandémie de COVID-19 est inconnue et la vitesse de reprise de l'économie mondiale est donc très difficile à prévoir, bien que l'espoir d'un rebond rapide semble peu probable. En outre, le secteur pétrolier subira des changements, les raffineries pourraient fermer et la production de pétrole elle-même pourrait changer. Ce que l'on sait, c'est que des réductions supplémentaires de la production de pétrole en 2021 ont été convenues par les pays de la DC, à un niveau combiné de 5,8 Mb/j qui, bien qu'inférieur aux baisses de production de 2020, demeure 3 fois supérieur à l'ajustement convenu avant l'apparition de la Covid19 visant à rééquilibrer le marché.

Il semble donc probable que 2021 sera très différent de 2019, mais comprendre comment et ce que cela signifie au niveau continental ou national est complexe. Les pays qui choisissent activement d'explorer d'autres options et d'évaluer leurs capacités à faire face aux défis peuvent à terme être ceux qui réussiront à redresser leur économie et à se développer de la meilleure façon.

RECOMMANDATIONS A EXAMINER

Les un à deux ans à venir seront très difficiles pour tous les pays du monde. Cependant, cette situation peut constituer une opportunité de changement. L'évolution de la situation offre aux pays disposant d'un secteur pétrolier une nouvelle opportunité de chercher:

- Comment diversifier l'économie loin de la dépendance au pétrole;
- Comment maximiser la valeur ajoutée locale de toute la chaîne pétrolière en explorant si nécessaire:
    - Les possibilités d'investissement dans des installations de raffinage;
    - L'accroissement des échanges transfrontaliers et l'investissement dans les infrastructures pertinentes;
    - et la réduction de la demande de pétrole dans le secteur de l'électricité en développant les énergies renouvelables.

Ces points conviennent peut-être plus à certains pays qu'à d'autres. Toutefois, deux points devraient s'appliquer à tous les pays.

- Le premier consiste à poursuivre (ou à démarrer) les actions visant à améliorer l'efficacité énergétique de l'utilisation des produits pétroliers. La quasi-totalité des pays Africains étant des importateurs nets de produits finis, des mesures visant à améliorer l'efficacité de leur utilisation et donc à faire reculer la demande d'importation et à réduire l'achat de carburant généreront des avantages.

- Le second consiste à explorer la possibilité de réduire ou de supprimer les subventions aux produits pétroliers et l'électricité produite à partir du pétrole en profitant de la baisse des prix qui pourrait se poursuivre au-delà de 2021. Le Département des ressources pétrolières du Nigeria a évoqué cette situation dans son rapport annuel de 2018, notant que : «Les prix de ces produits à la pompe, à

l'exception du gazole automobile (diesel), sont subventionnés par le gouvernement. L'on estime que le gouvernement fédéral du Nigeria dépense plus de 200 milliards de nairas chaque année pour les produits pétroliers subventionnés. Ces fonds auraient pu être utilisés pour réaliser des infrastructures, fournir des établissements d'enseignement ou de santé de meilleure qualité".

Il est également recommandé que les pays Africains renforcent ou, si nécessaire, établissent un système d'information énergétique national afin de collecter et d'analyser les données énergétiques et les indicateurs d'efficacité énergétique pour tous les secteurs. Ceci appuiera la prise de décisions et l'investissement au niveau national afin de répondre aux aspirations de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, conformément à la charte Africaine des statistiques adoptée par les chefs d'État et de gouvernement lors du sommet de l'Union Africaine, tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) en février 2009.

TABLEAUX

Prix du pétrole

Tableau 3: chronologie des prix de pétrole (USD/baril)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Pétrole brut (Brent)	18.1	29.2	26.1	26.4	39.9	55.2	65.5	74.4	104.2	61.4
Prix moyen des produits importés	35.4	30.9	29.9	36.2	49.0	69.2	81.1	88.6	117.6	71.1

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pétrole brut (Brent)	81.4	112.4	113.5	111.4	103.4	52.3	44.3	55.2	71.5	64.0
Prix moyen des produits importés	90.4	124.5	129.7	125.1	114.7	70.6	56.8	68.6	84.9	77.4

Le pétrole brut est le Brent, sur une base c.a.f. Les prix des produits représentent une moyenne pondérée sur la base des importations Africaines en produits pétroliers.
Sources: l'AIE, la Banque Mondiale

Tableau 4: Variante des prix de pétrole en 2020 utilisée pour l'analyse (USD/baril)

Pétrole brut	55	40	30
Prix moyen des produits importés	68.6	49.0	30.9

Tableau 5: Perte de valeur pétrolière estimée pour 2020 comparée à 2019, par pays et par prix (million USD)

Prix du pétrole	**$55**	**$40**	**$30**
Algérie	11,994	18,954	23,594
Angola	13,198	22,104	28,041
Egypte	2,919	6,824	9,428
Libye	2,068	4,457	6,050
Nigéria	13,229	22,537	28,743
Cameroun	425	964	1,323
Tchad	620	1,369	1,868
Congo	1,750	2,959	3,764
Guinée Equatoriale	1,466	2,535	3,248
Gabon	1,360	2,307	2,938
Ghana	362	883	1,230
Soudan du Sud	789	1,421	1,842
Soudan	781	1,242	1,549
Autres	536	1,294	1,800
Total	51,496	89,850	115,420

Le présent rapport a été produit pour aider les pays Africains à comprendre la situation et, par la même, faciliter la prise de décision. Il s'agit d'un rapport de synthèse et une analyse plus détaillée sera nécessaire au niveau de chaque pays. Pour y parvenir, le rapport utilise des données disponibles et des sources ouvertes pour faciliter l'analyse par pays.

Le rapport utilise la base de données de l'AFREC sur l'énergie Africaine comme principale source d'information pour l'Afrique. Cette base de données reflète le travail en cours dans les pays Africains visant à améliorer leurs données énergétiques. Ce travail doit se poursuivre dans le cadre du programme AFREC du Système Africain d'information sur l'énergie (AEIS) et devrait être soutenu par les gouvernements pour faire en sorte que tous les pays Africains disposent des données dont ils ont besoin pour planifier et pour réagir aux événements nationaux et internationaux.

Les commentaires sur le rapport sont les bienvenus et peuvent être envoyés à: afrec@africa-union.org

Nos remerciements s'adressent aux statisticiens de tous les pays Africains qui travaillent pour produire les données énergétiques sur lesquelles nous nous sommes basés pour produire ce rapport et aux collègues des institutions Africaines pour leurs commentaires. Les éventuelles erreurs ou interprétations erronées ne sont bien entendu pas intentionnelles de la part de l'AFREC.

A propos de la Commission africaine de l'énergie (AFREC)

L'AFREC est une agence spécialisée de l'Union africaine (UA), relevant du Département de l'infrastructure et de l'énergie. Elle est chargée de coordonner, d'harmoniser, de protéger, de conserver, de rationaliser l'exploitation, de commercialiser et d'intégrer les ressources énergétiques en Afrique.

L'AFREC a été créée par la décision prise par les chefs d'États et de gouvernements africains lors du 37e Sommet de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en 2001 à Lusaka (Zambie), et lancée par les Ministres de l'énergie des pays membres de l'Union africaine en 2008 à Alger (Algérie). Les missions de l'AFREC incluent, entre autres, les questions énergétiques suivantes telles qu'énoncées dans sa convention : (1) Élaborer des politiques, des stratégies et des plans de développement de l'énergie sur la base des priorités de développement de la sous-région, de la région et du Continent et

recommander leur mise en œuvre; (2) Concevoir, créer et actualiser une base de données continentale dans le domaine de l'énergie et favoriser la diffusion rapide des informations et l'échange d'informations entre les États membres et les Communautés économiques régionales; (3) Fournir une assistance technique aux États membres, aux Communautés économiques régionales et aux autres acteurs du secteur de l’énergie en Afrique.

REFERENCES

Centre de politique énergétique pour l'Afrique (ACEP)
https://s3.amazonaws.com/new-acep
static1/publications/ACEP_Implications+of+low+oil+price+on+oil+producing+countries.pdf

BAD
www.afdb.org/en/countries/central-africa/equatorial-guinea/equatorial-guinea-economic-outlook

Africa Energy Balances:
https://afrec-energy.org/publications/afrec-africa-energy-balance-2019-en.pdf

Africa Energy Database:
https://afrec-energy.org/publications/afrec-africa-energy-database-2019-en-fr.pdf

Alergia.com
www.algeria.com/business/economy/

BBC news
https://www.bbc.com/news

Bloomberg
https://www.bloomberg.com/graphics/opec-production-targets/

Département des ressources pétrolières – Rapport annuel 2018 sur le pétrole et le gaz au Nigeria
https://www.dpr.gov.ng/

Flightradar24
www.flightradar24.com/data/statistics

AIE: Key World Energy Statistics
https://www.iea.org/events/key-world-energy-statistics-2019

AIE: Oil Market Report – online summary
https://www.iea.org/reports/oil-market-report-april-2020

FMI
https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/12/20/Republic-of-Equatorial-Guinea-Request-for-an-Extended-Arrangement-Under-the-Extended-Fund-48904

https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020

OPEP: Annual Statistical Bulletin
https://asb.opec.org/

OPEC Monthly Oil Market Report (MOMR)
www.opec.org/opec_web/en/publications/338.htm

Banque Mondiale
https://data.worldbank.org/indicator/
www.worldbank.org/en/country/algeria/publication/economic-brief-july-2016
www.indexmundi.com/commodities/?commodity=crude-oil&months=60